



NOUS CE QU'ON VEUT C'EST UN PLAN D'URGENCE !

30% : c'est la différence entre le niveau moyen d'investissement par élève en France, et le niveau moyen dans le 93 (6 200 euros par élève et par an dans le 93 contre 8 840 euros au niveau national).

Partout en France, la colère monte dans les écoles et les établissements scolaires. En cause : **les coupes budgétaires et la suppression de 4 000 postes d'enseignant-es.** Notre département, déjà en difficulté, n'est pas épargnée par ces mesures.

Lundi 23 mars la Dasen a annoncé la fermeture de 296 classes contre 115 ouvertures. Jamais notre école n'avait connu une telle attaque. **Dans les collèges, 25 ETP manquent à la rentrée, simplement pour compenser la hausse démographique.**

Le ministère fait mine de découvrir ce que ses politiques ont organisé dans notre département

Nous avons été sidéré.es par le mépris affiché par le Ministère pendant cette audience et nous sommes très en colère : **le Ministère semble complètement découvrir la situation du 93.** Le constat est sans appel et révoltant : **il n'y a pas de continuité d'état dans notre département.** Face à un tel mépris, l'intersyndicale a exprimé sa colère et a exigé d'être de nouveau reçue et de rouvrir les négociations avec le ministre lui-même. **L'intersyndicale nationale, qui nous accompagnait lors de l'audience, a écrit au ministre dans la foulée du 12 mars pour exiger des réponses.**

Notre combat est inédit. Il n'a pas de précédent.

Des travailleur-euses aussi nombreux-euses, des parents aussi présents-es, tou-tes mobilisé-es aussi longtemps pour des problématiques d'intérêt collectif, **on n'a jamais vu ça.**

Rien n'est jamais acquis, rien n'est définitif mais **face à un gouvernement qui falsifie jusqu'au langage qu'il emploie pour détruire les services publics,** la lutte et le combat sont devenus des aspects de notre professionnalisme et de notre engagement partagé en tant que communauté éducative. **Parce que défendre l'école publique, c'est l'affaire de celles et ceux qui y travaillent et de celles et ceux qui lui confient leurs enfants.**

l'intersyndicale FSU-CGT-SUD-CNT et la FCPE revendique :

- **l'annulation des 3 256 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2026 ;**
- **une dotation dans le 1er et le 2nd degré répondant aux revendications du Plan d'Urgence 93 ;**
- **un véritable statut pour les AESH et des créations de postes à la hauteur des besoins ;**
- **le maintien des postes de CASEBEP du 93 dans leurs missions actuelles ;**
- **la création de postes d'infirmiers et d'infirmières scolaires, d'assistant-es sociales et de psychologues éducation nationale pour le 1er et le 2nd degré.**

POUR STOPPER L'HÉMORRAGIE ET OBTENIR LES MOYENS NÉCESSAIRES, MOBILISONS-NOUS !

